

L'Algérie exprime son mécontentement contre la Suisse dans une affaire de justice

Page 3

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du lundi 04 Septembre 2023

7 jrs/7

N°2269 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

VERSION



Page 2

Mali: la famine menace la vie d'environ 200 000 enfants (ONU)

Niger: nouvelles manifestations pour réclamer le départ des soldats français



Page 13



Page 14

Le maintien de l'ambassadeur de France au Niger justifié déclare Catherine Colonna

MALI

La famine menace la vie d'environ 200 000 enfants (ONU)



Dans un communiqué conjoint publié vendredi dernier, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM) indiquent que 200 000 enfants au Mali risquent de mourir de faim d'ici la fin de l'année.

Selon les deux agences onusiennes, l'acheminement d'une aide d'urgence est d'une nécessité capitale pour éviter une catastrophe humanitaire, au moment où près d'un million d'enfants de moins de cinq ans pourraient être exposés à la malnutrition aiguë d'ici la fin de l'année.

Cette situation humanitaire est due aux conflits armés qui opposent l'armée régulière du Mali aux groupes armés terroristes depuis plus d'une décennie. Il y a également, la pauvreté et l'impact du changement climatique qui constituent une réelle menace pour les populations. Selon toujours le communiqué, cité par Anadolu, environ un quart de la population malienne souffre d'insécurité alimentaire, ajoutant que 2 500 personnes, dont de nombreux enfants, sont menacées de famine dans la région de Ménaka, au nord du pays. La même source a souligné l'importance de trouver une solution rapide à la crise humanitaire au Mali, notant que «si l'aide nécessaire n'est pas livrée au Mali, 200 000 enfants pourraient mourir de faim d'ici fin 2023». Il faut noter que le Mali n'est pas le seul pays au Sahel qui est confronté à la crise alimentaire. Le Burkina Faso et le Niger font aussi face au phénomène. Selon les données du PAM, 12,7 millions de personnes sont confrontés à une insécurité alimentaire dans ces trois pays.

Lucien DAKISSAGA

ALGÉRIE

L'Algérie exprime son mécontentement contre la Suisse dans une affaire de justice

L'Algérie a fustigé jeudi la mise en accusation de son ex-ministre de la Défense Khaled Nezzar par la justice suisse qui l'accuse de crimes contre l'humanité. L'Algérie affirme que cette attitude de la Suisse avait atteint les limites de l'inadmissible et de l'intolérable, selon Africa Radio.



L'ancien ministre de la Défense algérienne, Khaled Nezzar, aujourd'hui âgé de 85 ans, est soupçonné des faits de tortures durant la guerre civile en Algérie dans les années 1990. La justice suisse a informé la mise en accusation de Nezzar, en faisant savoir qu'il avait placé des personnes de confiance à des positions clés et créé consciemment et délibérément des structures visant à exterminer l'opposition islamiste.
Le chef de la diplomatie algérienne, Ahmed Attaf, à l'issu d'un entretien avec son homologue suisse a estimé que l'indépendance de la justice ne justifie pas l'irresponsabilité et qu'un système judiciaire quel qu'il soit ne peut pas s'arroger le droit pour juger des politiques d'un Etat souverain et indépendant. Le chef de la diplomatie algérienne dit espérer que cette affaire n'entraînera pas des relations d'indésirable et d'irréparable entre son pays et la Suisse. Le ministre algérien des Affaires étrangères, va encore plus loin en évoquant le fait que la suisse ait offert des tribunes aux terroristes, à leurs alliés et à leurs soutiens dont l'objectif était de discréditer le combat honorable de l'Algérie contre le terrorisme . L'Algérie a vécu une guerre civile dans les années 1990, suite à l'interruption par les militaires du processus électoral législatif qui promettait une victoire aux islamistes du Front islamique de salut qui a été interdit. Selon les estimations officielles, ce conflit a fait environ 200 000 morts.

Mohamed OUEDRAOGO

BURKINA FASO

«Le coup d'État au Niger fait les affaires du Burkina Faso» Hamadé Maïga

A l'issue du coup d'État survenu le 26 juillet 2023 au Niger, l'ex président Bazoum a laissé la place au Conseil national pour la sauvegarde de la Patrie (C.N.S.P.) sous la direction du général Abdourahmane Tchiani. Au moment où les autorités militaires subissent des pressions de tous azimuts de la CEDEAO et de la Communauté internationale, Hamadé Maïga, le président du Collectif des leaders panafricains donne son analyse sur le coup d'État au Niger. Découvrez l'intégralité de l'interview dans les colonnes du journal Quotidien numérique d'Afrique.



QNA: Que pensez-vous du coup d'État au Niger ?

Je pense que ce coup d'État va faire les affaires du Burkina Faso plus que le Niger lui-même. A un moment, l'ex président Bazoum a affirmé que les terroristes sont plus aguerris que nos armées. Mais si un président dans un pays en proie au terrorisme se permet de donner du courage aux terroristes, cela est inadmissible et c'est un aveu de faiblesse et d'incompétence. En plus de cela, cette déclaration du président ne va plus galvaniser les troupes lors des combats. Si celui qui est chargé de votre sécurité se met à dire de telle chose, que peut faire le peuple en ce moment. Depuis l'avènement du coup d'État au Niger, nos armées ont déjà bombardé un grand nombre de terroristes en provenance du Niger. Deuxièmement, avec le coup d'État au Niger, le Burkina a engrangé suffisamment de victoires. Cela veut dire que la porte d'entrée des terroristes n'est plus ouverte comme auparavant. Si le Burkina Faso, le Mali et le Niger mutualisent leurs forces, je pense que le terrorisme sera conjugué au passé. Si ces pays doivent combattre individuellement le terrorisme, la tâche serait très compliquée.

QNA: Que pensez-vous de l'intention de la CEDEAO d'intervenir militairement au Niger ?

Moi je pense que l'objectif de la CEDEAO est de trouver un moyen pour annihiler Bazoum afin d'éclipser les secrets. L'intention est de créer un affrontement pour permettre cela. Le problème si la CEDEAO décide d'installer militairement Bazoum, qui va s'occuper de sa garde en ce moment ? Parce que ce sont les militaires qui sont chargés

La suite à la page 5

La suite de la page 4

de la sécurité de Bazoum que vous avez guerroyé. Pour ajouter, si la CEDEAO tenait à cœur le Burkina Faso, le Mali et le Niger, l'armée qu'elle a l'intention d'envoyer réinstaller Bazoum au Niger, elle devrait envoyer cette armée depuis longtemps dans ces pays pour les aider à combattre le terrorisme. Combien de personnes sont mortes en raison du terrorisme, est-ce que la vie du seul Bazoum vaut mieux que les milliers de personnes qui sont mortes du terrorisme. La CEDEAO gesticule seulement pour ses intérêts et rien d'autre. Des gens ont fait des coups d'État institutionnel, un autre militaire a succédé à son père, la Communauté internationale est restée muette. Le dernier se retrouve être le médiateur du bras de fer entre la CEDEAO et le Niger. L'intention de la CEDEAO n'est pas sincère. Nous appelons la population à rester sur le qui-vive.

QNA: Quelle analyse faîtes-vous de l'attitude du Burkina Faso et du Mali à soutenir le Niger ?

Si le Burkina Faso et le Mali décident de soutenir le Niger, c'est dans l'optique d'anticiper et d'anéantir toute idée d'invasion de leur pays respectif. Parce que si la CÉDÉAO arrive à déstabiliser le Niger, ça sera au tour de ces pays. Nous remarquons que d'autres pays ont montré leur intention d'aider l'intervention militaire, ces pays sont des pions de l'Occident. L'idée de l'Occident, c'est de se placer dans ces pays après l'intervention au Niger, pour se retourner contre le Mali et le Burkina Faso. C'est la raison pour laquelle le président malien Assimi Goïta et burkinabè Ibrahim TRAORÉ ont manifesté leur soutien au peuple du Niger.

QNA: Quel bilan à mi-chemin du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration 2 du capitaine Ibrahim TRAORÉ ?

Ce que le capitaine a déjà fait comme travail dépasse largement ces prédécesseurs. Ce n'est pas anodin si nous disons cela. Avec son arrivée, il a dénoncé des lois qui avilissent le Burkina Faso, en témoigne l'exemple de la double fiscalité entre la France et le Burkina Faso. Avant l'arrivée du capitaine, nos Forces combattantes devaient se partager les armes pour pouvoir combattre le terrorisme mais avec l'arrivée de Traoré, chaque combattant à son arme. Les zones rouges que tout le monde avait désertées, tout ce blocus a considérablement diminué. Des gens (nous allons taire le nom et le lieu, ndlr) arrivent maintenant à aller dans leur village. Deuxièmement, le président a permis la mise en place de la loi de la dépolitisation de l'administration publique. Troisièmement, le président a su montrer la souveraineté du Burkina Faso, en remettant Air France à sa place qui a manqué de civilité envers le peuple burkinabè.

QNA: Quel est votre mot de fin ?

Pour finir, nous demandons à la population d'être vigilante. Des gens veulent passer par des Burkinabè pour déstabiliser le pays. Nous invitons tout le monde à la vigilance. C'est nous qui sommes chargés de la sécurité intérieure. Les Forces combattantes sont dans les villages.

Mohamed OUEDRAOGO

DECLARATION

UNITE D'ACTION SYNDICALE (UAS) / BURKINA FASO

LES CENTRALES SYNDICALES:

CGT-B – CNTB – CSB – FO/UNS – ONSL – USTB

LES SYNDICATS AUTONOMES:

SAMAE–SATB–SATEB–SBM–SNEAB–SNESS–SYNAPAGER–SYNAPIB–SYNATEB–SYNATEL–SYNATIC–SYNATIPB–SYNATRAD–SYNTAS–SYNTRAPOST–SYSFMAB–UGMB

Ouagadougou, le 28août 2023

DECLARATION SUR LE COUP D'ETAT AU NIGER

Le 26 juillet 2023, un groupe de militaires constitués en un « Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie » (CNSP), a perpétré un coup d'Etat, mettant fin au pouvoir de M. Mohamed BAZOUM.

En réaction à ce coup de force, les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO, à l'issue d'un sommet extraordinaire tenu le dimanche 30 juillet 2023 à Abuja ont donné un ultimatum d'une semaine à la junte militaire pour restituer le pouvoir de M. BAZOUM. A l'expiration de cet ultimatum, les chefs d'Etat se sont de nouveau réunis et ont ordonné l'activation de la "force en attente" de l'Organisation en vue de restaurer l'ordre constitutionnel au Niger.Au passage, le sommet du 30 juillet a adopté une batterie de sanctions contre le pays.

Sur le coup d'Etat

L'Unité d'Action Syndicale condamne sans ambages le coup d'Etat intervenu au Niger le 26 Juillet 2023. Elle reste convaincue que les coups d'Etat ne peuvent nullement apporter des solutions durables aux préoccupations des masses populaires, notamment la sécurité et le développement. Bien plus, ceux-ci sont des moyens utilisés souvent par des puissances impérialistes pour mettre au pouvoir des hommes acquis à leurs causes. C'est ainsi que de nombreux patriotes ont été évincés du pouvoir par des coups d'Etat orchestrés par les anciennes puissances coloniales.Le rôle régalien des armées est de défendre les territoires nationaux contre toute attaque extérieure et non d'interférer dans les affaires publiques.

Sur les sanctions de la CEDEAO

Les sanctions adoptées sont entre autres les suivantes :

- la fermeture des frontières terrestres et aériennes entre les pays de la CEDEAO et le Niger;
- l'établissement d'une zone d'exclusion de la CEDEAO pour tous les vols commerciaux à destination ou en provenance du Niger;
- la suspension de toutes les transactions commerciales et financières ;
- le gel des avoirs du Niger dans les Banques centrales de la CEDEAO et dans les banques commerciales;

DECLARATION

- la suspension de toute assistance et de transactions financières en faveur du Niger par la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD).

L'UAS rejette ces sanctions iniques, cyniques et injustes contre les travailleurs et le peuple frère du Niger, car celles-ci vont davantage aggraver les souffrances des populations nigériennes qui subissent déjà les affres des attaques terroristes. Du reste, la CEDAO prétend s'opposer aux coups d'Etat par principe; mais on constate que cette opposition est à géométrie variable.

Par ailleurs, l'UAS rejette l'idée d'une intervention militaire au Niger, car elle est attachée aux droits des nations à disposer d'elles-mêmes et s'oppose par principe à toute ingérence extérieure dans les affaires intérieures des Etats. Bien plus, l'idée d'une intervention militaire est incongrue de la part d'une communauté qui prétend disposer d'une force en attente mais est restée indifférente aux attaques terroristes auxquelles font face les pays du Sahel (Mali, Burkina, Niger). En effet, la CEDEAO n'a jusque-là apporté un quelconque soutien militaire à ces pays. Pourtant, ces attaques ont fait des dizaines de milliers de morts, des millions de déplacés, des destructions d'infrastructures et menacent les pays du golfe (Bénin, Togo, Côte d'Ivoire). Même sur le plan humanitaire, le soutien est insignifiant.

Les sanctions prises contre le Niger auront pour effet :

- d'aggraver la situation déjà difficile; si, comme on peut le deviner, ces mesures visent à plonger les populations dans la détresse et ainsi les inciter à la révolte contre le nouveau pouvoir, il s'agit de mesures inhumaines et sadiques;
- de généraliser l'insécurité dans toute la sous-région en fragilisant les armées face aux groupes terroristes et en favorisant la circulation des armes.

Face à ces risques, l'UAS, tout en condamnant le coup d'Etat du CNSP, dénonce les sanctions prises par la CEDEAO contre le peuple nigérien, de même que le projet d'intervention militaire de la CEDEAO comme de toute force étrangère pour replacer Mohamed BAZOUM à la tête de l'Etat. Elle exprime son ferme attachement au respect des libertés démocratiques et syndicales, à la sauvegarde des acquis des travailleurs, au respect du droit à la vie et à la sécurité des populations dans tous les pays.

NON aux sanctions inhumaines, injustes et illégales de la CEDEAO contre le Niger !

NON à toute intervention militaire au Niger !

Pour les Secrétaires Généraux :

Ont signé :

Le Président de mois des centrales syndicales

Ernest OUEDRAOGO
Chevalier de l'Ordre National
Secrétaire Général/USTB

Le Président de mois des syndicats autonomes intérim

Windyam ZONGO
Secrétaire Général/SYNAPAGER

BURKINA FASO

Déclaration sur les menaces et intimidations à l'encontre du journaliste Inoussa Ouédraogo

Inoussa Ouédraogo, journaliste, président de la Société des éditeurs de la presse privée (SEP) et membre du Comité de pilotage du Centre national de presse Norbert Zongo (CNP-NZ) fait l'objet, depuis plusieurs mois, de menaces, de filature, d'intimidations et de pressions diverses.

Ces menaces se sont accentuées dernièrement suite à la participation de notre confrère à l'émission « 7 Infos » de la Télévision BF1 le 13 août 2023. Il avait représenté les Organisations professionnelles des médias (OPM) à cette émission voulue par la télévision qui avait souhaité aborder la suspension de la radio Oméga par le gouvernement, dénoncée par les OPM à travers une déclaration publique le 11 août 2023. Les téléspectateurs de cette émission de grande audience se souviennent encore du passage très remarquable de Monsieur Ouédraogo qui avait fermement démontré le caractère totalement illégal et arbitraire de la décision du gouvernement.

Les auteurs des menaces usent de plusieurs stratagèmes. Dans la nuit du 13 août 2023, aux environs de minuit, des individus, venus à moto, ont stationné devant le domicile de Monsieur Ouédraogo. Pendant que la moto est restée en marche avec le conducteur à bord, l'un d'eux est monté sur la voiture de notre confrère qui était garée dehors pour jeter un coup d'œil dans la cour. Malheureusement pour lui il est tombé sur le regard des jeunes qui causaient toujours dans la cour autour d'un thé. L'espion est aussitôt descendu du toit de la voiture et la moto qui l'attendait est repartie en trombe. Bien évidemment, une telle scène laisse courir toutes les hypothèses possibles. Mais puisqu'il ne s'agit pas d'un acte isolé, nous sommes bien fondés à croire que cet espionnage a un lien avec les prises de positions de notre confrère et singulièrement son dernier passage à BF1, puisque c'est cette même nuit que la scène décrite a eu lieu.

Il y a également d'autres faits inquiétants. Plusieurs appels et enregistrements audios porteurs de menaces claires d'attenter à sa vie ont été adressés à des membres de la famille de Inoussa Ouédraogo. Dans leurs messages, les auteurs mettent en garde le journaliste et profèrent des menaces de mort *« s'il n'arrête pas ses analyses contre le président de la Transition, le Capitaine Ibrahim Traoré »* lors des émissions auxquelles il participe. Ces individus ont avoué à leurs interlocuteurs que s'ils ne sont pas passés à l'acte jusque-là, c'est en raison de certaines considérations familiales.

Visiblement ce sont les positions des OPM condamnant la mesure illégale de suspension de la Radio Oméga et défendues par Inoussa Ouédraogo au cours de l'émission « 7 Infos » ainsi que la visite rendue à Radio Oméga par une délégation des OPM conduite par Inoussa Ouédraogo, qui lui valent cette haine viscérale des fossoyeurs de la liberté d'expression et de la presse. Des individus sans foi ni loi qui se croient investis de pouvoirs pour s'attaquer aux Hommes de médias et à toute voix qui osent dénoncer les travers de la Transition, porter des critiques sur la gestion de la situation

La suite à la page 9

La suite de la page 8

sécuritaire ou émettre des avis contraires à la volonté des autorités. A titre illustratif, rien qu'en juillet 2023, Ismaël Ouédraogo, journaliste, Directeur général de la télévision Burkina info TV, a fait l'objet de menaces et d'injures suite à un éditorial sur le projet de référendum constitutionnel.

Les menaces contre nos confrères Inoussa Ouédraogo et Ismaël Ouédraogo viennent grossir les nombreux cas de menaces contre les médias et les journalistes dénoncées à maintes reprises par les OPM et qui n'ont hélas pas encore été élucidées, restant ainsi impunies.

Et pourtant dans une déclaration en date du 25 août 2022, nous écrivions ceci : *« Nous rappelons à juste titre, le dossier Norbert Zongo et ses compagnons d'infortunes assassinés et calcinés à Sapouy, qui est toujours en souffrance au niveau de la justice.*

Plus récemment les attaques ou menaces contre les domiciles des journalistes Ladji Yacouba Bama, de Sery Baoula, de Siriki Dramé, par ailleurs Secrétaire général du SYNATIC, de Lionel Bilgo, à l'époque chroniqueur acerbe sur la gouvernance politique et sécuritaire, de Bassolma Bazié, à l'époque Secrétaire général de la Confédération générale du travail du Burkina (CGT-B), et de Dr Daouda Diallo, Secrétaire général du Collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés (CISC), etc., toutes ces violations et bien d'autres restent à ce jour impunies et cela sonne comme un blanc-seing donné à tous les aventuriers animés par une haine viscérale contre les journalistes, les syndicalistes et les activistes des droits de l'Homme ». Hélas !

Nous rappelons à toute fin utile aux exécutants des menaces et autres basses besognes, à leurs commanditaires et complices, que le peuple burkinabè sait être patient, mais n'a à aucun moment accepté l'injustice et l'impunité. Tôt ou tard, chacun devra rendre compte de ses actes. Les procès récents du coup d'Etat de septembre 2015, de l'affaire Dabo Boukari et du dossier Thomas Sankara, sont des preuves de la ténacité du peuple burkinabè et de son aversion pour les injustices, les brimades inutiles et l'impunité.

Les Organisations professionnelles des médias signataires de la présente déclaration :

- considèrent que ces menaces contre Inoussa Ouédraogo valent pour elles-mêmes, puisque M. Ouédraogo n'a été que leur porte-parole ;
- rappellent à l'opinion nationale et internationale que le cas Norbert Zongo, encore pendant devant la justice, avait aussi commencé par des faits de ce genre ;
- apportent leur soutien sans faille et toute leur solidarité aux confrères Inoussa Ouédraogo, Ismaël Ouédraogo et à leurs familles ;
- condamnent avec force les menaces, pressions et intimidations dont ils sont l'objet ;
- tiennent les autorités de la Transition pour responsables des cas répétés de violation de la liberté d'expression et de la presse, surtout que les auteurs se présentent comme des inconditionnels du Président de la Transition ;

La suite à la page 10

La suite de la page 9

- mettent en garde les princes du moment et leurs ouailles contre toute atteinte à l'intégrité physique ou morale de nos confrères ;

- appellent les autorités compétentes à se saisir de la question afin d'assurer urgemment la sécurité des confrères menacés et de leurs familles ;

- invitent le Procureur du Faso à, d'une part, ouvrir diligemment une enquête pour arrêter et traduire en justice, les auteurs des menaces et leurs commanditaires et d'autre part, faire la lumière sur tous les autres cas de menaces et intimidations déjà dénoncées par nos organisations ;

- encouragent tous les journalistes persécutés et l'ensemble des confrères à continuer d'exercer leur métier de façon professionnelle ;

- réitèrent leur appel aux Burkinabè épris de paix, de justice et de liberté, aux démocrates, à dénoncer de telles forfaitures et à s'opposer à la remise en cause grave des acquis démocratiques arrachés au prix d'énormes sacrifices par nos devanciers.

Fait à Ouagadougou, le 29 août 2023

Pour le **CNP-NZ,**
Le Président
Siriki Dramé

Pour l'**AJB,**
Le Président
Guézouma Sanogo

Pour la **SEP,**
Le Secrétaire Général
Abdoulaye Tao

Pour le **SYNATIC,**
Le Secrétaire Général Adjoint
Aboubakar Sanfo

Pour **Reporters du Faso**,
Le Président
Moumouni Simporé

Pour l'**AEPJLN**,
Le Coordinateur
Evariste Zongo

Pour l'**AEPML**,
Le Président et PD / Le Secrétaire Général
Amidou Kabré

Pour l'**APAC**,
La Présidente de la transition
Bénédicte Sawadogo

Pour l'**AMC**
André Eugène Ilboudo

Pour l'**UBESTV**,
Le Président
Ismaël Ouédraogo

Pour l'**UNALFA**,
Le Président
Lamoussa Jean-Baptiste Sawadogo

Pour l'**OBM**,
Le Président
Hamado Ouangraoua

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Rca: Le transport en commun paralysé par la crise du carburant



Zemio est l'une des localités centrafricaines les plus impactées par la crise des hydrocarbures. Faute de station-service dans la ville, les habitants se ravitaillent à partir de la République démocratique du Congo. La forte dégradation des routes et l'insécurité ont entraîné la hausse du prix du litre, passant de 1.250F à 2.500 FCFA. La hausse du prix des hydrocarbures affecte négativement les activités quotidiennes des habitants de Zemio. Aucun secteur d›activités n›est épargné. Le prix du transport en moto dans le centre de la ville varie entre 500 et 1.000 francs CFA. Face à la crise du carburant, certains propriétaires ont choisi de parquer leurs véhicules. Conséquence, pour toute la ville, seulement deux véhicules de transport de marchandises reliant la capitale Bangui.

Bénin : Proposition de transition au Niger- La Cédéao dément



La Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a vigoureusement démenti les récentes allégations concernant une prétendue proposition de calendrier de transition pour le Niger. « L'information, en français et prétendument relayée par l'Afp, est fausse et doit être traitée comme telle», a indiqué la Commission de la Cédéao dans une déclaration officielle. En outre, l'institution sous-régionale a clairement indiqué sa position en insistant sur la nécessité impérieuse de rétablir immédiatement l'ordre constitutionnel au Niger. Cette démarche, selon la Cédéao, requiert en particulier la libération de l'ancien chef d'État Mohamed Bazoum, détenu depuis le 26 Juillet 2023, ainsi que la restauration de ses fonctions présidentielles.

Maroc: Ouverture d'une enquête judiciaire suite à un incident maritime à Oujda…



Le parquet d'Oujda a ordonné, le 29 août courant, l'ouverture d'une enquête, sur la base des déclarations d'une personne affirmant avoir été victime, avec 4 autres jeunes personnes, d'un incident violent en mer, indique une source judiciaire à la Map. Les cinq personnes, qui étaient à bord de jet-skis, se seraient égarés en mer lors d'une sortie de loisir, indique la même source. Le parquet a donné ses instructions à la Gendarmerie Royale à Oujda, afin de recueillir les informations nécessaires sur les circonstances dudit incident, ajoute-t-on. Dans le cadre de l'enquête, plusieurs personnes faisant partie des familles et entourage de ce groupe de jeunes ont été auditionnées. Le parquet a indiqué à la Map que l'enquête se poursuit actuellement.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Burkina Faso: Des gens étaient payés gracieusement pour mener des attaques



Le ministre burkinabè de la Défense a affirmé, mercredi, que des individus ont reçu de l'argent pour attaquer le pays, à partir du Niger. « Nos soldats qui sont dans la ligne de front avec le Niger ont constaté de visu comment les attaques se passent. Après le coup d'Etat nous avons eu cette chance d'avoir des retours d'informations sur ce passait sur le terrain », explique le colonel-major Kassoum Coulibaly, ajoutant que « des gens étaient payés gracieusement pour mener des attaques au Burkina ». Le ministre de la Défense donnait les raisons de l'envoi d'un contingent militaire au Niger, en cas d'agression de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cédéao). Selon le colonel-major Coulibaly, cette décision est plus stratégique et vise avant tout à défendre les intérêts des Burkinabè. « Ce qui touche à la sécurité du Niger touche fondamentalement à la sécurité du Burkina Faso », indique le ministre d›Etat.

Mali: attaque «terroriste à l'arme lourde» contre un bateau, un mort



Un enfant de 12 ans a été tué dans le centre du Mali dans une attaque terroriste à l›arme lourde contre un bateau de transport sur le fleuve Niger, a appris l›AFP samedi auprès de la compagnie de navigation et d›une source policière. L›assaut a été mené «à l›arme lourde (roquettes)» par «des groupes armés terroristes» vendredi soir dans la zone de Youwarou, dans la région de Mopti, contre un bateau de la Compagnie malienne de navigation fluviale (Comanaf, publique), a annoncé cette dernière dans un communiqué transmis samedi soir à l'AFP. Le navire était en provenance de Mopti, la capitale régionale éponyme, et avait pour destination la localité de Kabara, dans la région de Tombouctou (nord), sur le fleuve Niger.

Burkina: cinq morts lors d'une attaque dans le centre-nord



Quatre supplétifs civils de l'armée et un policier burkinabè ont été tués vendredi lors d'une attaque dans le centre-nord du Burkina Faso, a annoncé l'état-major samedi, affirmant par ailleurs que «plus de 65 terroristes» sont morts lors de plusieurs opérations en août dans l'ouest du pays. Par ailleurs, l'armée indique dans un autre communiqué que,»différentes actions» menées entre le 7 août et le 1er septembre dans l'ouest du pays ont permis de «neutraliser plus de 65 terroristes». «De très importantes quantités d'armement, de munitions, de vivres, de moyens roulants et de moyens de communication ont été récupérées par les unités sur les bases terroristes démantelées», ajoute le texte. L'état-major assure également que ces actions ont permis de réinstaller des populations dans certaines localités et de restaurer l'électricité et des réseaux téléphoniques.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Niger: nouvelles manifestations pour réclamer le départ des soldats français



Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées samedi à Niamey et à Ouallam (sud-ouest) pour réclamer le départ des forces françaises du Niger, une demande du régime militaire arrivé au pouvoir par un coup d'Etat fin juillet, ont constaté des journalistes de l'AFP. Dans la capitale, le rassemblement se tenait près d'une base nigérienne abritant les soldats français, à l'appel de plusieurs coalitions de la société civile hostiles à la présence militaire française. «Armée française, allez-vous-en de chez nous!», pouvait-on notamment lire sur la pancarte d'un manifestant. Aux manifestants arrivés samedi matin, s'est joint un autre cortège dans l'après-midi pour former une foule dense sur le rond-point Escadrille, un des principaux lieux de ce genre de rassemblement qui a lieu à Niamey depuis le coup d'Etat du 26 juillet.

Egypte: l'opposant Hisham Kassem détenu est en grève de la faim (parti)



Hisham Kassem, figure de l'opposition libérale en Egypte, est en grève de la faim, a annoncé samedi un membre de sa formation politique, après l'ouverture de son procès dénoncé comme «politique» par l'opposition à quelques mois de la présidentielle. M. Kassem, 64 ans, a comparu samedi devant le tribunal des affaires économiques qui a «ajourné l'audience au 9 septembre», le maintenant en détention préventive, indique sur X (anciennement Twitter) Hesham Ouf, membre du «Courant libre», dirigé par M. Kassem. Il «est en grève de la faim», a ajouté M. Ouf, sans plus de précision sur la date de début de son jeûne ou sur son état de santé. Sa coalition formée en juin par des partis d'opposition prône la libéralisation économique et réclame haut et fort la fin de la mainmise de l'armée --dont est issu le président Abdel Fattah al-Sissi-- sur l'économie égyptienne.

Gabon: l'armée annonce la réouverture des frontières avec «effet immédiat»



Les militaires putschistes qui ont renversé Ali Bongo Ondimba au Gabon mercredi ont annoncé la réouverture des frontières dès samedi, a déclaré à la télévision d'Etat le colonel Ulrich Manfoumbi Manfoumbi, porte-parole du Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI). «Soucieux de préserver le respect de l'Etat de droit, les bonnes relations avec nos voisins et l'ensemble des Etats du monde, et afin de favoriser la continuité de l'Etat tout en démontrant notre ferme volonté de tenir nos engagements internationaux», le CTRI «décide avec effet immédiat de la réouverture des frontières terrestres, maritimes, et aériennes» à compter de samedi. Elles étaient fermées depuis le coup d'Etat qui a chassé du pouvoir Ali Bongo, qui dirigeait le pays depuis 14 ans.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Soudan: 25 civils tués en deux jours à Khartoum



Les tirs croisés de l'artillerie de l'armée et des paramilitaires ont tué cinq civils dimanche à Khartoum, au lendemain de la mort de 20 autres, dont deux enfants, dans un raid aérien, rapportent un médecin et des militants. La guerre qui a éclaté le 15 avril entre l'armée, dirigée par le général Abdel Fattah al-Burhane, et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR), du général Mohamed Hamdane Daglo, a fait 5.000 morts, selon le bilan très sous-estimé de l'ONG Armed Conflict Location & Event Data Project (Acled), et 4,8 millions de déplacés et réfugiés, selon l'ONU. A Khartoum, les combats se sont concentrés dans des quartiers densément peuplés où depuis près de cinq mois des millions d'habitants vivent au rythme des coupures d'eau et d'électricité, par une chaleur étouffante, terrés chez eux pour tenter de se protéger des tirs croisés.

Ouganda: la police déjoue une attaque à la bombe contre une cathédrale



La police en Ouganda a affirmé dimanche avoir déjoué une attaque à la bombe contre une cathédrale dans la capitale Kampala et arrêté l'homme soupçonné d'avoir voulu activer l'engin explosif parmi les fidèles. Des centaines de personnes ont été évacuées de la cathédrale du Centre des miracles Rubaga après que l'homme a tenté d'y entrer avec un engin explosif, a indiqué un porte-parole de la police, Patrick Onyango. «Nous avons procédé à une détonation contrôlée de l'engin explosif improvisé composé de clous, d'une batterie de moto, d'un chargeur et d'un combiné téléphonique qui devait être utilisé lors de l'attaque», a-t-il déclaré à la presse devant la cathédrale. Il a indiqué que la police avait pisté cet homme de 28 ans après avoir reçu un renseignement sur une possible attaque dans un lieu de culte, et avoir découvert une bombe dans son sac à dos lors de son arrestation. La police est à la recherche de trois autres hommes, le suspect ayant indiqué qu'il pourrait avoir eu des complices.

Le maintien de l'ambassadeur de France au Niger justifié déclare Catherine Colonna



La France a de nouveau justifié dimanche le maintien de son ambassadeur au Niger, dont elle s'assure de la sécurité face aux pressions, alors que le régime militaire arrivé au pouvoir fin juillet exige son départ. «Il est notre représentant auprès des autorités légitimes du Niger (...), nous n'avons pas à nous ranger aux injonctions d'un ministre qui n'a aucune légitimité», affirme la ministre française des Affaires étrangères Catherine Colonna dans un entretien au journal Le Monde. «C'est ce qui explique le maintien de notre ambassadeur. Nous nous assurons qu'il puisse faire face en toute sécurité aux pressions des putschistes», souligne-t-elle. Fin août, les militaires avaient donné 48 heures à l'ambassadeur français Sylvain Itté pour quitter le territoire, ce que Paris a refusé, arguant que ce gouvernement n'avait aucune autorité pour fonder une telle requête.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Gabon: l'opposition demande à la junte de reconnaître sa victoire



La principale plateforme de l'opposition au Gabon a demandé jeudi aux militaires qui ont renversé le président Ali Bongo Ondimba d'achever le comptage des bulletins de vote pour reconnaître la victoire de leur candidat. Selon le porte-parole d'Alternance 2023, la coalition des partis d'opposition, les forces de défense et de sécurité ayant veillé sur le transport des urnes sont les premiers témoins de la large victoire du professeur Albert Ondo Ossa contrairement aux résultats proclamés officiellement qui donnaient 64,27% des voix à l'ancien président Bongo et Ossa 30,77%, selon Africanews.

Niger: suspension des activités des ONG et organisations internationales dans les zones d'opérations militaires



Le régime militaire au pouvoir au Niger a annoncé jeudi soir la suspension de toutes les activités des organisations internationales, des ONG et agences onusiennes dans les zones d'opérations militairs en raison de la situation sécuritaire du moment et de l'engagement actuel des forces armées nigériennes, selon un communiqué du ministère de l›Intérieur cité par Africa Radio.

Soudan: le général AL-Burhane craint une détérioration du tissu social



Le chef de l'armée soudanaise s'est inquiété jeudi de la détérioration de la situation sécuritaire qui pourrait à la longue selon lui déstabiliser la cohésion sociale dans ce pays du nord-est qui fait face à une guerre depuis plus de 4 mois. Le chef de l'armée a appelé à la fin du conflit tout en se disant opposé à toute discussion avec le camp rival, celui des paramilitaires Forces de soutien rapide, selon Africanews.

HOROSCOPE DU JOUR

BÉLIER (21 mars - 19 avril)

Bélier, tu te réveilleras aujourd'hui avec un esprit étonnamment clair et une décision que tu remettais chaque jour à plus tard par manque de certitude te semblera désormais évidente. Il était sage d'attendre car tu n'étais pas tout à fait sûr de toi.

TAUREAU (20 avril- 20 mai)

Ton emploi traverse actuellement une phase stable et calme, Taureau, mais il est crucial que tu sois attentif à tout ce qui se passe quotidiennement dans ton secteur et que tu sois prêt à prendre des décisions lorsque c'est nécessaire. Il se pourrait que tu sois en effet tombé dans une zone de confort et que tu évites d'assumer des responsabilités.

GÉMEAUX (21 mai- 20 juin)

Si tu es déterminé à améliorer la qualité de ton travail, Gémeaux, commence par consacrer du temps à la lecture. Pas seulement des livres, mais aussi des journaux, des magazines et des documents liés à ton secteur professionnel. Fais des recherches quotidiennes sur Internet, mets à jour tes connaissances et reste au courant des nouveautés.

CANCER (21 juin - 22 juillet)

Cancer, ta modestie excessive au quotidien fait que d'autres personnes moins compétentes peuvent profiter de toi. Aujourd'hui, tu pourrais être confronté à une situation de ce type dans ton environnement professionnel. Tu pourrais avoir du mal à gérer une personne qui commet des erreurs parce que tu manques d'autorité sur elle.

LION (23 juillet - 23 août)

Lion, ton esprit est quotidiennement rempli d'idées nouvelles et intéressantes. Cependant, ton manque d'assurance t'a limité à l'heure de les présenter au travail. Néanmoins, aujourd'hui, tu devrais envisager de sauter le pas. Continue à explorer de nouvelles opportunités et à présenter des projets innovants si tu aspires à progresser dans ta carrière

VIERGE (24 août- 22 septembre)

Vierge, une opportunité pourrait se présenter aujourd'hui à toi. Tu seras tenté de la refuser parce qu'elle n'a rien à voir avec tes activités habituelles. Cependant, il s'agit de quelque chose que tu peux non seulement faire habilement, mais que tu aimeras par ailleurs faire. Nous te recommandons de ne pas écarter cette possibilité et d'explorer d'autres moyens de générer des revenus.

BALANCE (23 septembre- 22 octobre)

Si au cours de cette journée on te propose un changement de rôle dans ton entreprise, Balance, nous te recommandons de l'accepter sans réserve, car ce changement pourrait t'apporter des avantages significatifs dans ta vie quotidienne et favoriser ton épanouissement professionnel.

SCORPION (23 octobre- 21 novembre)

Scorpion, tu pourrais éprouver aujourd'hui un sentiment de fatigue quant aux activités que tu exerces en permanence. Cette sensation pourrait constituer un frein à ton développement professionnel. Il est vital que tu cherches à sortir de cette situation avant qu'elle ne t'engloutisse comme des sables mouvants.

SAGITTAIRE (22 novembre - 21 décembre)

Sagittaire, si tu entends aujourd'hui une rumeur te concernant, ne la laisse pas te décourager et ne la transforme pas en tragédie. Les personnes qui colportent des ragots sont généralement motivées par la jalousie. Nous te recommandons de ne plus prêter attention à ces personnes, car elles ne méritent pas d'avoir un impact sur ta vie.

CAPRICORNE (22 décembre- 19 janvier)

Si tu attends une augmentation de salaire qui ne s'est pas encore concrétisée, ou si tu es en négociation sur le paiement des heures supplémentaires, Capricorne, nous te conseillons de rester calme et de ne pas diminuer ton niveau d'engagement dans ton travail quotidien. Continue à fournir la même qualité et à respecter les délais habituels.

VERSEAU (20 janvier- 19 février)

Au cours de ta journée de travail, Verseau, tu pourrais être confronté à une situation surprenante qui te prendra au dépourvu. Nous te conseillons de réagir rapidement et d'adopter une attitude positive. Tout au long de ta routine, il serait bénéfique pour toi de pratiquer la tolérance, de minimiser les plaintes et d'être plus ouvert au changement, surtout dans ce contexte professionnel.

POISSONS (20 février- 20 mars)

Poissons, réfléchis à la possibilité de te libérer de la monotonie quotidienne, qui n'apporte rien de significatif à ta vie. Ton avancement se fait en franchissant des étapes plutôt qu'en restant bloqué dans la routine. Tu évolues physiquement et mentalement. Ainsi, ce qui te satisfaisait auparavant pourrait perdre de son attrait avec le temps, un processus naturel qui ne doit pas pour autant t'inquiéter.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
mailto:contact@sc-mail.info
Site web https://www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
OUEDRAOGO Wendtouin

Equipe de rédaction
Djakaridja GHO
Mohamed OUEDRAOGO
Lucien DAKISSAGA
OUEDRAOGO Wendtouin

Équipes de montage
Djakaridja GHO

Distribution
https://www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
mailto:contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21/ +226 61 08 03 03/ +226 70 210208

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque Cameroun
viaPRESSE.com Europe - Amerique
Cdiscount France
MONKIOSK.com Côte d'Ivoire
fnac Europe
viapress.be Belgique
SOGAPRESSE Gabon
ePresse Europe - Amerique
Cultura France
emediaplace Afrique
France loisirs France
scopalto Europe
orange Tous les pays Orange
Tego
YouScribe Tous les pays qui ont Orange Money